

(Source : [Basta!](#))



« On a été informés par la presse en novembre 2012 que le ministère de l'Énergie allait signer un contrat de prospection de gaz de schiste avec la multinationale Shell. Ils nous ont menti. En réalité, le contrat était déjà conclu », constate avec colère Mansour Cherni, coordinateur de la Fédération nationale de l'électricité et du gaz de l'UGTT, le principal syndicat tunisien. Le projet se traduirait par des centaines de forages gaziers, de Kairouan, au centre de la Tunisie, jusqu'à Sfax, au nord-est du pays. « La question est de savoir maintenant quand le gouvernement va passer à l'exploitation », ajoute le syndicaliste.

Selon Mohamed Balghouthi, consultant en stratégie et intelligence économique, cette exploitation aurait commencé dès mars 2010, au sud de la Tunisie, et aurait été diligentée par la compagnie franco-britannique Perenco. « Les compagnies profitent du vide juridique actuel (la Constitution étant en cours de rédaction, ndlr) et de l'absence de principe de précaution pour forer », dénonce t-il.

Eau radioactive

Dans un pays où le taux de chômage approche les 17 %, le gouvernement met en avant la

manne d'emplois générée par cette activité. « *C'est un leurre, rétorque le syndicaliste Mansour Cherni. **5 à 10 emplois seront créés pour un puits foré mais en contrepartie, 1 000 à 1 500 citoyens auront le cancer*** », estime-t-il. Car aucune règle ne protégera les habitants des pollutions engendrées par l'extraction. « *Cela ne créera pas d'emplois locaux*, ajoute Sabria Barka, présidente de l'Association environnementale Eco-conscience. *Les compagnies étrangères viennent avec leurs propres techniciens et infrastructures, et les ramèneront avec eux.* »

« *Notre pays est déjà en situation de stress hydrique* », poursuit Mansour. *Or, il faut 19 millions de litres d'eau pour une seule injection dans un puits* ». Un fonctionnement en continu impliquerait 10 injections par jour, soit 190 millions de litre d'eau quotidiens. Autrement dit, la consommation de 2 000 citoyens pendant un an... « *Nous ne disposons pas de l'infrastructure pour traiter les eaux issues de l'extraction*, ajoute Sabria Barka. *L'eau de fracturation pénètre dans les couches profondes qui peuvent être chargées en éléments radioactifs. Or, les normes actuelles ne cherchent même pas à les doser. Le citoyen peut donc se retrouver avec de l'eau radioactive* ».

Un groupe de députés a récemment soulevé devant l'Assemblée nationale constituante la question de la dangerosité de la fracturation hydraulique, seule technique d'extraction utilisée pour les gaz de schiste. « *Ces élus ont demandé à ce que le principe de précaution soit appliqué et qu'une étude d'impact soit menée mais ils sont minoritaires* », pointe Sabria Barka. « *Nous sommes encore dispersés en Tunisie, mais nous travaillons à la création d'un collectif anti-gaz de schiste afin de faire pression ensemble* », se réjouit Mansour. Des alliances favorisées par la tenue du Forum social mondial à Tunis où associations environnementales et syndicats multiplient les rencontres.

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



Flashback - Gaz de schiste : cinq emplois pour 1000 cancers



Du riz fortement radioactif au Japon



Fukushima : des traces radioactives dans la glande thyroïde d'enfants



Géorgie : du pétrole coule des robinets d'eau à Batoumi